

COVID-19

redaction@sonapresse.com

Echos Covid

Rassemblés par PMM

BRUXELLES: CAFÉS FERMÉS POUR UN MOIS

Le gouvernement bruxellois a décidé de serrer la vis. La région annonce de nouvelles mesures contraignantes pour lutter contre la propagation du virus, devenue presque incontrôlable à Bruxelles. De ce fait, la cellule de crise bruxelloise a donc décidé de la fermeture des débits de boissons, de salles de fête...

USA: DE NOUVELLES MESURES

Dans les quartiers new-yorkais où la propagation du coronavirus a repris, les commerces non-essentiels devront fermer et les synagogues et autres lieux de culte drastiquement réduire leur nombre de fidèles pour au moins deux semaines. Ces restrictions, qui s'ajoutent à la fermeture des écoles, s'appliqueront d'ici vendredi au plus tard dans plusieurs zones de Brooklyn et du Queens.

MADAGASCAR LÈVE LE COUVRE-FEU



Photo: DR/L'Union

À Madagascar, le président Andry Rajoelina a levé le couvre-feu imposé pour freiner la propagation du coronavirus. Il a annoncé que les activités sportives seraient autorisées, mais avec un public de 200 personnes maximum. Les passagers embarquant sur des vols intérieurs devront passer un test de dépistage du coronavirus 48 heures avant le départ, et ne seront autorisés à embarquer que si le test est négatif.

CHAMBOULEMENT À LA MAISON BLANCHE

Après son retour triomphal de l'hôpital militaire Walter Reed, immortalisé par une vidéo aux accents hollywoodiens, Donald Trump a complètement chamboulé le fonctionnement de la Maison Blanche. Il y règne désormais une ambiance de maison fantôme. Le personnel, qui n'avait pas été contaminé, est invité à faire du télétravail. Des départements entiers ont été mis en quarantaine avec la détection des nouveaux cas. Une désinfection stricte est effectuée régulièrement dans les pièces encore ouvertes.

Des critères plus stricts pour les vaccins

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

L'AGENCE américaine des médicaments (FDA) a fixé, mardi, des critères plus stricts que ceux voulus par la Maison Blanche pour approuver en urgence tout futur vaccin contre le Covid-19, rendant ainsi improbable toute autorisation avant l'élection présidentielle du 3 novembre.

Les fabricants de vaccins devront attendre au moins deux mois après l'injection de la dernière dose dans les essais cliniques de phase 3 avant de soumettre une demande de commercialisation, exige la FDA dans un document publié en ligne. Or les trois essais en cours aux États-Unis ont commencé respectivement fin juillet (Moderna, Pfizer) et fin septembre (Johnson & Johnson), et les deux premiers requièrent deux doses espacées de trois ou quatre semaines.

Les vaccins devront montrer une efficacité d'au moins 50 % pour prévenir le Covid-19, et la FDA exige que tout essai ait au minimum cinq cas sévères de Covid-19 dans le groupe placebo, le but du vaccin étant de prévenir les formes graves de la maladie. "La FDA s'engage à ce que le processus de développement et d'évaluation scientifique des vaccins contre le Covid-19 soit aussi ouvert et transparent que possible", a tweeté le chef de la FDA, Stephen Hahn, qui a, selon les médias américains, remporté un bras de fer de plusieurs semaines avec la Maison Blanche pour imposer ces critères-là.

Ce document réglementaire semble couper l'herbe sous le pied de Pfizer, dont le patron a plusieurs fois répété que son essai clinique aurait suffisamment de données d'ici fin octobre, ce qui correspondait à l'espoir de Donald Trump prématurément sorti de l'hôpital après avoir été testé positif au Covid-19. Moderna, à l'inverse, avait déjà dit tabler sur fin novembre.



Photo: DR/L'Union

La communauté scientifique américaine se veut plus rigoureuse sur les vaccins contre le Covid-19.

Impact sur les denrées alimentaires

Jean MADOUMA
Libreville/Gabon

UN diagnostic fait par le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole (Cora) montre que la pandémie de coronavirus a impacté les marchés et les prix des denrées alimentaires dans la région d'Afrique de l'ouest et du centre.

Le directeur exécutif, Abdou Tenkouano, dresse ce bilan: "les restrictions aux déplacements imposées et qui, aujourd'hui, ont été majoritairement levées pour la plupart des pays, ne concernaient pas le transport des denrées alimentaires et des produits de première nécessité. Toutefois, les agriculteurs ont eu des difficultés, de mars à juillet 2020, à avoir accès aux différents marchés nationaux et transfrontaliers, afin d'écouler leur production. Les difficultés ont surtout été notoires pour les produits hautement périssables que sont les fruits et les produits maraîchers. La période de mars à juillet correspondant à la période pendant laquelle certains marchés étaient fermés, et les mesures de restriction adoptées très strictes". Au Cameroun par exemple, les producteurs de tomate, habitués



Photo: Jean Madouma

Du fait du Covid-19, certains produits ont connu une hausse considérable de leur prix.

à écouler leur production aussi bien sur le marché local que dans les autres pays de la sous-région, se sont retrouvés avec des surplus de production ne pouvant être absorbés par les consommateurs locaux et, pour certains, laissés à l'abandon dans les champs. En effet, les difficultés à traverser les frontières ont rendu pratiquement impossible l'acheminement des produits maraîchers vers les pays voisins que sont le Gabon, le Congo et la Guinée équatoriale. De plus, les transporteurs routiers ont vu une augmentation des tracasseries policières et douanières s'accompagnant du paiement des taxes informelles, augmentant, par conséquent, les frais de transport des denrées. Et par voie de conséquence, le prix

d'achat des denrées alimentaires chez le consommateur.

Les pays d'Afrique de l'ouest et du centre ont un déficit de production alimentaire et sont dépendants des importations alimentaires pour pouvoir nourrir leurs populations. Ceci concerne particulièrement les céréales, en l'occurrence le riz dont la production locale couvre un peu plus de 50 % des besoins régionaux. Les restrictions à l'importation et à l'exportation sont, de ce fait, des préoccupations majeures, car les réductions des exportations, à court terme, du riz sont déjà observées en Afrique subsaharienne, les chaînes d'approvisionnement alimentaire locales étant perturbées dans beaucoup de pays du monde.